



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Pourquoi le secteur privé est indispensable pour financer les infrastructures transfrontières en Afrique

Déclaration de

**M^{me} Giovane Biha, Secrétaire exécutive adjointe
chargée de la diffusion des produits du savoir**

Commission économique pour l'Afrique

Lors du

**Lancement de haut niveau de
*16 projets d'infrastructures au service de l'intégration africaine***

Dakar, le 15 décembre 2016

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je vous transmets les salutations chaleureuses et fraternelles de la Commission économique pour l'Afrique, le bras des Nations Unies qui est entièrement voué au développement économique et social de l'Afrique, et qui remplit ce mandat depuis presque 60 ans grâce à la coopération technique, à des études analytiques de pointe ainsi qu'à la création et à la diffusion du savoir.

Je voudrais en particulier remercier le Président Macky Sall de sa volonté inlassable de guider le programme d'infrastructures de l'Afrique et de sa détermination à faire avancer l'intégration régionale.

Excellences,

Il existe désormais un consensus sur le fait que les objectifs d'intégration régionale de l'Afrique ne peuvent pas être atteints sans amélioration drastique des projets d'infrastructures le long des corridors transfrontières du continent, y compris des 16 projets avalisés par nos dirigeants lors du Sommet de Dakar sur le financement des infrastructures en Afrique, tenu en 2014. La circulation transfrontière des biens, des services et des personnes ne peut être améliorée qu'avec l'achèvement des routes, des chemins de fer, ainsi que des infrastructures relatives aux technologies de l'information et de la communication et à l'énergie qui connectent nos pays. C'est pourquoi la CEA a été ravie de répondre à l'appel du Président du Sénégal, Son Excellence Macky Sall, pour collaborer avec l'Agence du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) afin de mettre en place un outil de plaidoyer mondial visant à augmenter les investissements du secteur privé dans ces projets d'infrastructures transfrontières, en particulier ceux adoptés à Dakar. Après avoir travaillé sans relâche avec l'Agence du NEPAD, nous avons édité le livre qui est publié aujourd'hui, intitulé *16 Projets d'infrastructures au service de l'intégration africaine*.

Ce livre donne une description détaillée des 16 projets : financement et déficit de financement ; descriptif, structure et responsables du projet ; état de préparation et appui international. Il recense également les diverses sources de financement intérieur qui pourraient être utilisées pour des infrastructures transfrontières : fonds souverains, capitalisation boursière,

envois de fonds de la diaspora, obligations infrastructurelles, bourses régionales, revenus tirés des ressources minières et recettes fiscales.

L'accent mis par le Président Sall sur les investissements du secteur privé est essentiel, car, selon les projections de l'ONU, de la BAD et de l'Agence du NEPAD, environ 360 milliards de dollars seront nécessaires d'ici 2040 pour mettre en œuvre le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA). Pour les 51 projets du plan d'action prioritaire du PIDA, il faudra 68 milliards de dollars d'ici 2020, dont 95 % pour l'énergie et les transports. Une partie importante des coûts de ces infrastructures est déjà assumée par les pays africains.

Encouragés par l'initiative présidentielle en faveur des infrastructures, les gouvernements africains dépensent environ 45 milliards de dollars pour les infrastructures sur les 93 milliards de dollars nécessaires par an, selon la Banque mondiale. Cependant, deux tiers de ce montant sont consacrés à l'entretien et un tiers aux nouveaux projets. Une étude récente indique que cet écart de 48 milliards de dollars peut être réduit de 17 milliards de dollars si les pays africains réhabilitent les infrastructures existantes, ciblent de meilleures subventions et améliorent l'exécution budgétaire.

Il existe de bonnes raisons pour que le secteur privé comble l'écart restant de 31 milliards de dollars.

Premièrement, le climat de l'investissement dans de nombreux pays africains s'est amélioré grâce à des réformes importantes favorables aux affaires, et, comble de l'ironie, grâce à l'état médiocre des infrastructures en Afrique. Le taux de desserte routière est d'environ 34 %, les frais de transport sont supérieurs de 100 % à ceux des autres pays en développement, seulement 30 % des Africains ont accès à l'électricité, la pénétration d'Internet reste en dessous de 10 %, l'accès au haut débit est inférieur à 5 % et seulement 5 % de l'agriculture africaine est irriguée. Ce sont là des opportunités pour le secteur privé dans le cadre de partenariats public-privé. En clair, les infrastructures africaines peuvent générer des profits.

Deuxièmement, les pays africains devraient augmenter substantiellement leurs dépenses dans les infrastructures au cours des dix prochaines années pour dépasser 180 milliards de dollars d'ici 2025. Par exemple, selon les projections de la Banque mondiale, les dépenses du Nigéria pour les infrastructures atteindront 77 milliards de dollars en 2025, contre 23 milliards de dollars en 2013. L'Afrique du Sud, avec des infrastructures comparables aux pays développés, augmentera ses dépenses pour les porter à 60 milliards de dollars en 2025, contre 22 milliards en 2012. Il s'agit d'une marque de confiance concrète dont le secteur privé devrait profiter.

Troisièmement, les dirigeants africains ont répondu aux observations du secteur privé au sujet de deux défis cruciaux : la nécessité d'harmoniser les politiques, lois et règlements concernant ces investissements, pour que l'Afrique entière y soit plus ouverte, et la nécessité d'éliminer les risques liés aux investissements dans les infrastructures transfrontières en Afrique.

À la demande de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, la CEA et l'Agence du NEPAD ont mis au point un cadre continental de politiques, lois et règlements pour accroître les investissements du secteur privé dans les infrastructures en Afrique. Ce cadre, qui a été finalisé il y a quelques semaines à Nairobi, peut être utilisé pour des projets transfrontières de routes, de ponts, de barrages ou d'infrastructures relatives aux TIC en Afrique, du Cap au Caire. Le cadre devrait être présenté aux chefs d'État et de gouvernement lors du sommet de janvier à Addis-Abeba. Une fois le cadre avalisé, la CEA coopérera avec ses partenaires et collaborateurs pour aider les pays africains à l'incorporer dans leur droit interne, dans le contexte de notre projet 16-16-16, notre programme phare par lequel nous contribuerons à la mise en œuvre de 16 projets d'infrastructures transfrontières dans au moins 16 pays à partir de 2016.

À cet égard, nous menons actuellement un recensement exhaustif des risques liés aux 16 projets d'infrastructures afin de donner au secteur privé un aperçu rigoureux et transparent des risques et de recommander des stratégies d'élimination de ceux-ci. Nous espérons que ces efforts ouvriront le cœur et le porte-monnaie des investisseurs intéressés par un ensemble de projets stables et rentables, prêts à être lancés et qui bénéficient d'un soutien politique de haut niveau.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Les partenaires de développement de l'Afrique ont un rôle crucial à jouer en accompagnant les efforts du continent à cet égard. Ils peuvent, par exemple, encourager leurs investisseurs à s'intéresser de plus près aux projets d'infrastructures transfrontières et à mener, si nécessaire, des études indépendantes sur les risques, l'état de préparation et la faisabilité, en vue d'y investir selon des dispositions qui conviennent à toutes les parties. Ils devraient être encouragés, non seulement par les données crédibles qui montrent que l'Afrique est la meilleure destination pour l'investissement, mais également par l'investissement public et le rôle moteur des pays d'Afrique eux-mêmes. Cela saute aux yeux dans toute l'Afrique. En effet, du Sénégal à l'Égypte, au Kenya, à l'Éthiopie et au Nigéria, les gouvernements injectent des sommes considérables dans les infrastructures. Des centaines de millions de dollars ont ainsi été dépensés, mais des centaines de millions supplémentaires sont nécessaires.

Nos partenaires de développement peuvent également répondre aux défis de l'Afrique en appuyant les efforts mondiaux pour arrêter les flux financiers illicites provenant d'Afrique, estimés à plus de 60 milliards de dollars par an. C'est plus que le déficit de financement du plan d'action prioritaire du PIDA et bien plus que l'aide au développement que l'Afrique reçoit de l'étranger. Nos partenaires de développement peuvent utiliser leur avantage technologique pour aider l'Afrique à suivre la trace des flux illicites, arrêter l'hémorragie et rendre l'argent aux pays où il a été pris. Il s'agirait là d'une contribution concrète à la recherche du développement durable de l'Afrique, bien plus appréciée que des dons occasionnels.

Permettez-moi de conclure en promettant que la CEA continuera de soutenir les gouvernements africains dans leur désir d'augmenter les investissements du secteur privé dans leurs pays, en particulier dans les projets transfrontières, pour accélérer l'intégration régionale, la transformation structurelle et le développement durable, assortis de la création d'emplois, de l'éradication de la pauvreté et de l'amélioration globale des moyens d'existence en Afrique dans le cadre de l'Agenda 2063.

Je vous remercie.